

Notre école est par terre c'est la faute à Blanquer

Grève intersyndicale du 23 septembre.



Notre école est par terre c'est la faute à Blanquer

Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, le SNUipp avec la FSU, la CGT, Sud éducation et FO sont en grève en ce 13 septembre. Une centaine du personnel de l'éducation nationale s'est retrouvée devant l'inspection académique pour clamer mécontentement et revendications.



L'intersyndicale s'exprime :

Les raisons de la grève

L'ensemble des mesures prises par Jean- Michel Blanquer depuis 4 ans ont en fait contribué à affaiblir le métier enseignant et à renforcer les inégalités scolaires.

- Affaiblissement du paritarisme et donc des possibilités de contrôle par les personnels de la transparence des opérations collectives d'affectation et de déroulement de carrière. Ouverture de la fonction publique au clientélisme !
- Pas assez de postes pour faire face aux besoins. Les opérations « vitrine » de dédoublement des classes à moyens constants pénalisent les classes non concernées, en REP ou ailleurs !
- L'aide aux élèves externalisée, déconnectée de l'école, abandonnée au privé, avec des RASED bombardés « personnes ressources » pour coordonner les actions. Où est l'aide nécessaire après deux années de graves perturbations de l'école et de la société ?
- Coup de pouce financier aux personnels : Pour la FSU et le SNUipp, le compte n'y est pas. Pour répondre structurellement à la question du pouvoir d'achat des personnels de l'Éducation nationale, une loi de programmation pluriannuelle est nécessaire pour revaloriser le point d'indice et rehausser les grilles, plutôt que de créer de nouvelles indemnités. D'autre part les AESH ne doivent pas être oubliés.
- Où sont les capteurs de CO2 qui peuvent aider à protéger les personnels et les enseignants des écoles ?

Alors que les enseignants viennent de reprendre le chemin de leur classe, avec l'inquiétude de « fermetures-dominos » pour cause de possibles transmissions du COVID, le ministre multiplie les polémiques stigmatisantes et avance son projet de libéralisation de l'école sur fond d'inégalités scolaires renforcées. La grève du 23 septembre vise à dénoncer ces politiques éducatives et de sous-investissement de l'école et doit permettre de poser la nécessité d'un tout autre projet.

Les mobilisations contre les retraites, celles dans l'éducation au printemps 2019 et décembre 2020, celles des AESH en juin dernier ont permis la création de postes et des revalorisations. Mais elles restent partielles et très insuffisantes, loin de la revalorisation nécessaire au vu de la perte du pouvoir d'achat subi depuis une décennie. L'individualisation des carrières, la hiérarchisation rampante telles les mesures annoncées à Marseille instrumentalisant une situation d'urgence ou le retour de la loi Rilhac au parlement, continuent de vouloir redessiner le fonctionnement de l'école.

Dans le même temps, les politiques éducatives actuelles renforcent les inégalités scolaires en tournant le dos à une culture partagée ambitieuse et émancipatrice. En imposant des « fondamentaux » guidés par des évaluations normatives, des formations recadrées et des pratiques d'individualisation, la rue de Grenelle affaiblit le métier enseignant. Pourtant, consacrer 7,7% du PIB à l'éducation permettrait une dotation supplémentaire de 25 milliards d'Euros : **de quoi ouvrir le champ des possibles.**

Nouvelle journée de mobilisation-action le 1er octobre.



Sandra Marquès (FO) infirmière scolaire, exprime sa colère devant la situation de la médecine scolaire.



P1210112.jpg



P1210148.jpg

